

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,  
E. DI RUPO

Voor de Minister van Begroting, Cultuur en Sport, afwezig :  
E. TOMAS

De Minister-Voorzitter,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 93 — 2369

[S-C — 29434]

**6 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions dans lesquelles l'enseignement de promotion sociale peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, notamment l'article 24 modifié par le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991;

Vu l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié par le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 7, 113 et 121;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 1993;

Vu le protocole du 29 juin 1993 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales, et vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 6 septembre 1993,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° établissement d'enseignement de promotion sociale :

a) soit un ensemble pédagogique : à savoir un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, répondant aux conditions fixées aux § 2, 5 et 6 de l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement;

b) soit un établissement annexé : à savoir un établissement d'enseignement de promotion sociale annexé à un établissement d'enseignement de plein exercice qui n'a pas fait l'objet de l'application des articles 95 et 96 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° établissement : un établissement d'enseignement de promotion sociale;

3° implantation : tout endroit où un établissement est autorisé à organiser des sections conformément aux dispositions réglementaires en la matière;

4° arrondissement : l'arrondissement administratif du siège de l'établissement;

5° commune où il dispose d'une implantation : le territoire d'une commune située en dehors de l'arrondissement administratif du siège de l'établissement, lorsqu'il y dispose d'une implantation faisant partie de son ensemble pédagogique;

6° section : une section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou une section ou unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 dûment approuvée;

7° cahier de charges : un dossier établi par une entreprise, une administration, un établissement d'enseignement, un partenaire socio-économique ou culturel, en vue de l'élaboration, par un établissement, du programme d'une formation spécifique dont le dossier pédagogique est établi conformément à l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

8° Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

9° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

10° Secrétariat : le secrétariat permanent de la Commission de concertation et du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

11° chef d'établissement : le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ou le Pouvoir Organisateur dans le cas de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française.

**Art. 2.** Toutes les sections dûment approuvées pour un établissement peuvent être organisées dans chacune de ses implantations.

**Art. 3.** En vue de répondre à des demandes de formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels, chaque établissement est autorisé à organiser, dans des locaux mis à sa disposition par le demandeur de formation, toutes les sections dûment approuvées pour l'établissement, à condition que ces locaux soient situés dans l'arrondissement ou dans une commune où il dispose d'une implantation.

La réalisation de cette formation fait l'objet d'une convention écrite entre le demandeur de formation d'une part et le chef d'établissement d'autre part.

**Art. 4.** A l'exception des cas visés à l'article 3, toute organisation de section(s) dans des locaux situés en dehors de l'établissement et dans l'arrondissement ou dans une commune où il dispose d'une implantation, fait l'objet d'une demande motivée introduite par pli recommandé auprès du Ministre, au plus tard un mois avant la date de début de l'organisation proposée. La durée de la dérogation doit être précisée dans la demande.

Le refus motivé du Ministre ou de son délégué est notifié au chef d'établissement, par pli recommandé, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de réponse du Ministre ou de son délégué, dans un délai de 30 jours, la réponse est considérée comme positive.

**Art. 5.** Dans le cadre d'une convention visée à l'article 114 du décret du 16 avril 1991 précité et si le programme minimum du dossier pédagogique est établi, sur la base d'un cahier de charges, l'établissement peut organiser une seule fois la section concernée en dehors de l'arrondissement ou d'une commune où il dispose d'une implantation, pour autant qu'au préalable, il ait organisé cette section dans l'arrondissement ou dans une commune où il dispose d'une implantation.

**Art. 6.** Pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les dérogations visées à l'article 121 du décret du 16 avril 1991 précité ne peuvent être accordées à un établissement qu'en vue d'organiser en dehors de l'arrondissement administratif du siège de l'établissement des sections dont le programme minimum prévu au dossier pédagogique est exprimé en termes de cahier de charges.

L'établissement qui sollicite la dérogation visée à l'alinéa 1er en informe le Conseil supérieur, via le Secrétariat. Ce dernier en informe immédiatement chacun des établissements, de quelque réseau que ce soit, ayant une implantation dans l'arrondissement où la section devra être organisée. Les établissements qui souhaitent collaborer dans le cadre de la convention le signalent par lettre recommandée au susdit Secrétariat dans les dix jours qui suivent la date d'expédition de l'information par le Secrétariat. Si un ou plusieurs établissement(s) répond(ent) à la demande, le Secrétariat organise une concertation entre les établissements concernés. Cette concertation doit se clôturer dans les trente jours qui suivent la date d'expédition de l'information par le Secrétariat.

A l'issue de cette concertation ou si aucun autre établissement n'a donné suite à la demande du Secrétariat, celui-ci remet au Ministre une proposition de décision qui ne peut avoir pour effet d'exclure l'établissement demandeur. Cette proposition est, autant que faire se peut, le résultat d'un consensus. Si celui-ci n'est pas acquis, la proposition est faite à la majorité absolue des voix des chefs d'établissements présents ou de leur délégué. Une note de minorité peut être jointe.

Le Ministre se prononce sur cette proposition et notifie, via le secrétariat, sa décision aux établissements concernés. Le refus motivé de la proposition est notifié dans un délai de 10 jours.

**Art. 7.** Pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, les dérogations visées à l'article 24, § 6, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, ne peuvent être accordées à un établissement qu'en vue d'organiser en dehors de l'arrondissement administratif du siège de l'établissement des sections dont le programme minimum prévu au dossier pédagogique est exprimé en termes de cahier de charges.

L'établissement, qui sollicite la dérogation visée à l'alinéa 1er en informe le Conseil supérieur, via le Secrétariat. Ce dernier en informe immédiatement chacun des établissements, de quelque réseau que ce soit, ayant une implantation dans l'arrondissement où la section devra être organisée. Les établissements qui souhaitent collaborer dans le cadre de la convention le signalent par lettre recommandée au susdit Secrétariat dans les dix jours qui suivent la date d'expédition de l'information par le Secrétariat. Si un ou plusieurs établissement(s) répond(ent) à la demande, le Secrétariat organise une concertation entre les établissements concernés. Cette concertation doit se clôturer dans les trente jours qui suivent la date d'expédition de l'information par le Secrétariat.

A l'issue de cette concertation ou si aucun autre établissement n'a donné suite à la demande, celui-ci remet au Ministre une proposition de décision qui ne peut avoir pour effet d'exclure l'établissement demandeur. Cette proposition est, autant que faire se peut, le résultat d'un consensus. Si celui-ci n'est pas acquis, la proposition est faite à la majorité absolue des voix des chefs d'établissements présents ou de leurs délégués. Une note de minorité peut être jointe.

Le Ministre se prononce sur cette proposition et notifie, via le secrétariat, sa décision aux établissements concernés. Le refus motivé de la proposition est notifié dans un délai de 10 jours.

**Art. 8.** Lorsque le Conseil supérieur constate qu'un établissement de promotion sociale situé dans l'arrondissement ne répond à une demande de formation visée à l'article 7, 2<sup>e</sup>, du décret du 16 avril 1991 précité, le Ministre peut, sur avis conforme du Conseil supérieur, accorder à un établissement situé en dehors de cet arrondissement l'autorisation d'organiser une section dont le programme minimum n'est pas nécessairement exprimé en termes de cahier de charges.

**Art. 9.** Le Ministre du Gouvernement ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

Bruxelles, le 6 septembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations Internationales,  
M. LEBRUN

## VERTALING

N. 93 — 2369

[S-C — 29434]

**6 SEPTEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de voorwaarden waaronder het onderwijs voor sociale promotie buiten de pedagogische inrichtingen kan verstrekt worden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. artikel 24, gewijzigd bij het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap dd. 16 april 1991;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 461 dd. 17 september 1991 houdende het rationalisatie- en programma-tieplan voor het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap dd. 16 april 1991;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. de artikelen 7, 113 en 121;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting dd. 29 juni 1992;

Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten dd. 29 juni 1993;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen en gelet op de beraadslaging van de Executieve dd. 8 september 1993,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet bedoelt men met :

1<sup>o</sup> inrichting van het onderwijs voor sociale promotie :

a) een pedagogische inrichting d.i. een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie die voldoet aan de voorwaarden bepaald in de §§ 2, 5 en 6 van artikel 24 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

b) of een toegevoegde inrichting d.i. een onderwijsinrichting voor sociale promotie toegevoegd aan een onderwijsinrichting met volledig leerplan waarop de artikelen 95 en 96 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, niet zijn toegepast;

2<sup>o</sup> inrichting : een onderwijsinrichting voor sociale promotie;

3<sup>o</sup> vestiging : elke plaats waar een inrichting gemachtigd is om afdelingen te organiseren overeenkomstig de reglementsbepalingen ter zake;

4<sup>o</sup> arrondissement : het bestuursarrondissement waar de inrichting gevestigd is;

5<sup>o</sup> gemeente waar ze over een vestiging beschikt : het grondgebied van een gemeente buiten het bestuursarrondissement waar de inrichting gevestigd is, wanneer deze er beschikt over een vestiging die deel uitmaakt van haar pedagogische entiteit;

6<sup>o</sup> afdeling : een afdeling van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 of een behoorlijk goedgekeurde afdeling of opleidingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

7<sup>o</sup> bestek : een dossier aangelegd door een bedrijf, bestuur, onderwijsinrichting, sociaal-economische of culturele partner met het oog op de uitwerking, door een inrichting, van het programma van een specifieke opleiding waarvan het pedagogisch dossier aangelegd is overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de afdelingen en opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

8<sup>o</sup> Minister : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie;

9<sup>o</sup> hoge raad : de hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie;

10<sup>o</sup> secretariaat : het vast secretariaat van de overlegcommissie en van de hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie;

11<sup>o</sup> inrichtingshoofd : het inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs voor sociale promotie, of de inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 2.** Alle voor een inrichting behoorlijk goedgekeurde afdelingen mogen ingericht worden in elke vestiging ervan.

**Art. 3.** Om te voldoen aan opleidingsaanvragen uitgaande van bedrijven, besturen, het onderwijs en, meer algemeen, de sociaal-economische en culturele kringen, mag elke inrichting in lokalen die de aanvrager ter beschikking stelt, alle afdelingen organiseren die voor de inrichting behoorlijk goedgekeurd zijn, mits die lokalen gelegen zijn in het arrondissement of in een gemeente waar ze over een vestiging beschikt. Over die opleiding wordt een geschreven overeenkomst gesloten tussen de aanvrager en het inrichtingshoofd.

**Art. 4.** Behalve de in artikel 3 bedoelde gevallen wordt voor de organisatie van een of meer afdelingen in lokalen buiten de inrichting en in het arrondissement of in de gemeente waar ze over een vestiging beschikt, een met redenen omklede aanvraag bij de Minister ingediend als aangetekende brief, uiterlijk een maand vóór de aanvang van de voorgestelde organisatie. De aanvraag moet de duur van de afwijking vermelden.

De met redenen omklede weigering van de Minister of zijn gemachtigde wordt meegedeeld aan het inrichtingshoofd, als aangetekende brief, binnen 30 dagen na ontvangst van de aanvraag.

Als de Minister of zijn gemachtigde binnen 30 dagen niet geantwoord heeft, wordt het antwoord als positief beschouwd.

**Art. 5.** In het kader van een overeenkomst bedoeld in artikel 114 van voormeld decreet van 16 april 1991, kan de inrichting, als het minimumprogramma van het pedagogisch dossier vastgelegd is, op grond van een bestek eenmaal de betrokken afdeling organiseren buiten de inrichting of een gemeente waar ze over een vestiging beschikt mits ze die afdeling vooraf ingericht heeft in het arrondissement of in een gemeente waar ze over een vestiging beschikt.

**Art. 6.** Voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs voor sociale promotie kunnen de afwijkingen, bedoeld in artikel 121 van voormeld decreet van 16 april 1991, aan een inrichting enkel verleend worden voor de organisatie, buiten het bestuursarrondissement waar de inrichting gevestigd is, van afdelingen waarvan het in het pedagogisch dossier bepaalde minimumprogramma uitgedrukt is in een bestek.

De inrichting die de afwijking, bedoeld in het 1e lid, aanvraagt, deelt zulks mee aan de Hoge Raad, via het Secretariaat. Dit geeft daarvan onmiddellijk kennis aan elk van de inrichtingen, van welk net ook, gevestigd in het arrondissement waar de afdeling georganiseerd zal worden. De inrichtingen die in het kader van de overeenkomst hun medewerking willen verlenen, delen zulks bij aangetekende brief mee aan het Secretariaat binnen de 10 dagen na de verzending van de kennisgeving door het Secretariaat. Als één of meer inrichtingen op de aanvraag antwoorden, organiseert het Secretariaat overleg tussen de betrokken inrichtingen. Dat overleg moet voltooid zijn binnen de 30 dagen na de verzending van de kennisgeving door het Secretariaat.

Na dit overleg of als geen andere inrichting aan het verzoek van het Secretariaat gevolg gegeven heeft, legt dit de Minister een voorstel van beslissing voor die de aanvragende inrichting niet uitsluit. Dit voorstel is zoveel mogelijk het gevolg van consensus. Als deze niet bereikt is, wordt het voorstel gedaan bij volstreekte meerderheid van stemmen van de aanwezige inrichtingshoofden of hun gemachtigden. Een minderheidsnota kan bij het voorstel gevoegd worden.

De Minister spreekt zich over het voorstel uit en deelt zijn beslissing mee aan de betrokken inrichtingen, via het Secretariaat. De met redenen omklede weigering van het voorstel wordt binnen 10 dagen meegedeeld.

**Art. 7.** Voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie kunnen de afwijkingen bedoeld in artikel 24, § 6, van voormelde wet van 29 mei 1959, zoals gewijzigd, aan een inrichting enkel toegekend worden om buiten het bestuursarrondissement waar de inrichting gevestigd is, afdelingen te organiseren waarvan het in het pedagogisch dossier bepaalde minimumprogramma uitgedrukt is in een bestek.

De inrichting die de afwijking, bedoeld in het 1e lid, aanvraagt, deelt zulks mee aan de Hoge Raad, via het Secretariaat; dit geeft daarvan onmiddellijk kennis aan elk van de inrichtingen, van welk net ook, gevestigd in het arrondissement waar de afdeling georganiseerd zal worden. De inrichtingen die in het kader van de overeenkomst hun medewerking willen verlenen, delen zulks bij aangetekende brief mee aan het Secretariaat binnen de 10 dagen na de verzending van de kennisgeving door het Secretariaat. Als één of meer inrichtingen op de aanvraag antwoorden, organiseert het Secretariaat overleg tussen de betrokken inrichtingen. Dat overleg moet voltooid zijn binnen de 30 dagen na de verzending van de kennisgeving door het Secretariaat.

Na dit overleg of als geen andere inrichting aan het verzoek van het Secretariaat gevolg gegeven heeft, legt dit de Minister een voorstel van beslissing voor die de aanvragende inrichting niet uitsluit. Dit voorstel is zoveel mogelijk het gevolg van consensus. Als deze niet bereikt is, wordt het voorstel gedaan bij volstreekte meerderheid van stemmen van de aanwezige inrichtingshoofden of hun gemachtigden. Een minderheidsnota kan bij het voorstel gevoegd worden.

De Minister spreekt zich over het voorstel uit en deelt zijn beslissing mee aan de betrokken inrichtingen, via het Secretariaat. De met redenen omklede weigering van het voorstel wordt binnen 10 dagen meegedeeld.

**Art. 8.** Wanneer de Hoge Raad vaststelt dat geen enkele inrichting voor sociale promotie, gelegen in het arrondissement, een in artikel 7 bedoelde aanvraag om opleiding beantwoordt, kan de Minister op eensluidend advies van de Hoge Raad, een buiten dat arrondissement gelegen inrichting machtigen om een afdeling te organiseren waarvan het minimumprogramma niet noodzakelijk in een bestek uitgedrukt is.

**Art. 9.** De Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit treedt op 1 september 1993 in werking.

Brussel, 6 september 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg  
en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2370

[C — 27413]

#### 10 JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux garanties locatives pour les logements donnés en location par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant le Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 4, § 2, 4<sup>e</sup>, modifié par le décret du 21 octobre 1992;

Vu l'arrêté ministériel du 6 décembre 1983 établissant le contrat-type de bail régissant la location des logements gérés par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, notamment les articles 9 et 24 de son annexe;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 8 février 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre ayant le Logement dans ses attributions;

2<sup>o</sup> la Société : la Société régionale wallonne du Logement, lorsqu'elle agit comme bailleur, ou la Société agréée par celle-ci.

3<sup>o</sup> le locataire : la personne ou les personnes qui ont conclu un contrat de bail avec la Société.